



**University of
Zurich**^{UZH}

**Zurich Open Repository and
Archive**

University of Zurich
University Library
Strickhofstrasse 39
CH-8057 Zurich
www.zora.uzh.ch

Year: 2019

Restitution et débats sur les comptes en déshérence dans l'après-guerre

Tanner, Jakob

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-178493>

Journal Article

Published Version

Originally published at:

Tanner, Jakob (2019). Restitution et débats sur les comptes en déshérence dans l'après-guerre. *Revue d'Histoire de la Shoah*, (210):25-29.

**OCTOBRE
2019**

Nouvelles recherches et perspectives

RESTITUTION ET DÉBATS SUR LES COMPTES EN DÉSHÉRENCE DANS L'APRÈS-GUERRE

par Jakob Tanner¹

Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni

Avec la fin de la guerre froide, dans les années 1989-1991, d'abord lorsque le Mur est tombé en Allemagne, puis quand tout le bloc de l'Est a implosé, un nouvel espace de possibilités a émergé en Europe. Il concernait aussi la manière de traiter le passé. Le souvenir de l'époque du national-socialisme et de la Shoah, qui avait été atténué par la guerre froide, est alors revenu avec une nouvelle intensité.

Le gouvernement suisse interpréta lui aussi le bouleversement du début des années 1990 comme un nouveau départ et lança une politique d'ouverture, notamment à l'égard de la Communauté européenne (Union européenne à partir de 1992), démarche qui culmina en 1992 avec une demande d'adhésion. Cela produisit un effet paradoxal sur la politique de l'État à l'égard du passé. En sortant du « réduit national », on croyait en effet avoir définitivement tourné la page de la difficile histoire de la Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale. On releva à peine le fait que, au cours de ces années, avait débuté un nouveau débat autour de la question jusqu'alors toujours refoulée de la restitution. En Europe de l'Est, mais aussi aux États-Unis – où il s'agissait des versements d'indemnisation effectués dès les années 1980 aux « Américano-Japonais » internés pendant les années de guerre –, on discuta dans une nouvelle ambiance de la réparation des injustices commises.

Lorsque la Suisse se vit confrontée, à partir des années 1990, à la question des « biens en déshérence » remontant à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'aux exigences de restitution en provenance des États-Unis, elle n'y était pas préparée. C'est précisément à un moment où les autorités, mais aussi de larges fractions de la population, avaient voulu tourner définitivement cette page de l'histoire que le pays fut entraîné

¹ Professeur émérite d'histoire moderne à l'Institut d'histoire de l'université de Zurich, Jakob Tanner est titulaire d'un doctorat (1986) consacré à l'étude de l'histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. De 1996 à 2001, il a été membre de la Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale.

dans un débat qu'il n'avait pas souhaité. Dans la perspective interne de l'opinion publique suisse qui, en dépit du nouveau cap gouvernemental, était encore fortement captive d'une mythologie nationale séculaire, cela avait tout d'un chantage. Vu de l'extérieur, il était pourtant parfaitement logique que ce petit État neutre au cœur de l'Europe, avec son économie nationale reliée au réseau global et son centre international de gestion de patrimoine, se soit retrouvé au cœur de l'attention et sous pression. Cette tension déboucha sur une crise politique. La Suisse ignore les signes évidents de la tempête de critiques qui allait s'abattre sur elle. Elle continua à argumenter comme sous la guerre froide. En 1996, gouvernement et parlement comprirent que cette position était devenue intenable. Le retournement fut d'autant plus brutal – mais il fut aussi, à long terme, positif pour la Suisse. L'une des mesures qui furent prises fin 1996, à l'apogée de la crise, fut l'institution de la Commission indépendante d'experts (CIE) qui se pencha, au cours des cinq années suivantes, sur de nombreux aspects problématiques du passé suisse.

Les questions non élucidées qui furent posées couvraient un large spectre. Du point de vue émotionnel, la confrontation se focalisa toutefois sur deux points : la politique à l'égard des réfugiés et les comptes en déshérence dans les banques suisses. Le programme de recherche de la CIE englobait certes aussi les transactions d'or pillé entre la Reichsbank allemande et la Banque nationale suisse, les filiales d'entreprises suisses dans le « Troisième Reich » ou dans les territoires occupés ainsi que leur participation au travail forcé et à ce que l'on a appelé l'« aryanisation », mais aussi la Suisse comme plaque tournante des biens des réfugiés et des biens pillés, ainsi que beaucoup d'autres aspects. Le refoulement des réfugiés à la frontière suisse et la rétention des valeurs appartenant à des victimes juives de la Shoah étaient d'une importance majeure. Ces thèmes firent aussi de très hautes vagues dans les médias. Les comptes en déshérence faisaient en outre l'objet d'enquêtes parallèles menées par ce qu'on appela la Commission Volcker. En août 1998 fut conclu un accord entre des organisations juives et les banques suisses.

Je me concentrerai, dans ce bref exposé, sur les avoirs en déshérence². Cet exemple montre en effet deux choses contradictoires : premièrement, que 1945 constituait une césure importante. On mit alors un terme à la politique de persécution, d'occupation, de vol et d'extermination menée

2 Mes remarques se basent sur les quatre études suivantes : Barbara Bonhage, Hanspeter Lussy, Marc Perrenoud: *Nachrichtenlose Vermögen bei Schweizer Banken: Depots, Konten und Safes von Opfern des nationalsozialistischen Regimes und Restitutionsprobleme in der Nachkriegszeit*, édité par la CIE (Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale, Zurich, Chronos, 2001, vol. 15 ; CIE, *La Suisse*,

par un régime meurtrier. La capitulation sans condition de la Wehrmacht et la fin du national-socialisme en Allemagne engendra un nouvel ordre mondial qui bascula aussitôt dans la guerre froide. Deuxièmement, il y existait tout de même des continuités dans les domaines les plus variés. À l'exemple de la Suisse, on voit d'un seul coup qu'il est impossible de dissocier les problèmes (économiques aussi bien que moraux) de la période de la guerre et ceux de l'après-guerre. Car c'est seulement après la fin de la guerre que s'est posée pour les banques suisses avec une singulière urgence la question de savoir à qui appartenaient les biens des Juifs victimes de l'extermination nationale-socialiste. Les comptes sont tombés dans un « état de déshérence » parce que les banques n'avaient pas tenu compte de leurs origines ; c'est pourquoi elles en sont devenues les bénéficiaires.

Toute l'histoire de la place financière se condense dans la question du traitement des patrimoines en déshérence. Quatre facteurs expliquent que la Suisse soit devenue, après la Première Guerre mondiale, un centre d'attraction pour les placements et le capital évadé, ainsi qu'une plaque tournante des transactions : un système bancaire qui fonctionnait bien, le secret bancaire, le franc suisse comme monnaie forte et convertible, et la non-implication de ce petit État neutre dans les confrontations militaires. La loi sur les banques de 1934 a pourvu un secret bancaire qui existait depuis très longtemps d'une protection pénale supplémentaire. Il s'agissait de donner à la gestion de patrimoine helvétique des conditions juridiques générales optimales et de lutter contre un espionnage bancaire étranger qui prenait de l'ampleur. L'insinuation selon laquelle cette mesure a été prise de protéger le patrimoine des clients juifs avant que le régime national-socialiste ne s'en empare relève du mythe. Les banques suisses agissaient dans l'intérêt d'une vaste palette de clientèle qui cherchait une protection économique et politique. On y trouvait aussi bien des victimes que des partisans du national-socialisme, des investisseurs sérieux ainsi que des personnes tentant de mettre leur capital à l'abri ou d'échapper au fisc.

Bien que l'on ait compris que la Suisse n'était pas un lieu parfaitement sûr pour conserver ces biens et que souvent les banques et autorités suisses coopéraient avec l'Allemagne nationale-socialiste, l'argent des

le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale. Rapport final, Zurich, Pendo, 2002 ; Thomas Maissen, *Verweigerter Erinnerung. Nachrichtenlose Vermögen und Schweizer Weltkriegsdebatte, 1989-2004*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2005 ; Marc Perrenoud, Rodrigo López, Florian Adank, Jan Baumann, Alain Cortat et Suzanne Peters, *La place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme. Les relations des grandes banques avec l'Allemagne (1931-1946)*, édité par la CIE, Zurich, Chronos, 2002, vol. 13.

Juifs persécutés continua à affluer vers les banques suisses. Et il y eut aussi des cas dans lesquelles les banques prirent des mesures qui bénéficièrent en partie aux persécutés. Elles préservaient aussi, de la sorte, leurs propres intérêts, car les actifs conservés sur leurs comptes leur permettaient de travailler et de faire des profits.

À compter du début de l'année 1945, les banques suisses s'opposèrent au déblocage des avoirs allemands déposés chez elles. Cela valut à la Suisse des critiques massives. Le ministre Walter Stucki déclara en février 1945 que la Suisse s'était attiré la haine du monde entier et qu'on la considérait désormais comme le « dernier refuge de la ploutocratie ». Il fallut attendre 1953 pour que le déblocage des avoirs allemands arrive à son terme, bien qu'on ait en bonne partie maintenu le secret bancaire. Aussi choquant qu'ait été le fait que des fortunes appartenant aux criminels aient elles aussi pu repartir vers l'Allemagne, il était intenable que des biens qui, en raison de l'extermination des Juifs européens, n'avaient pas été réclamés, demeurent immobilisés en Suisse. Dans une telle situation, il était certes impossible d'instaurer une transparence totale. Mais ni l'Union de banques suisses, ni les autorités n'ont tenté, autant que faire se pouvait, de clarifier la situation. Partout, des résistances se sont opposées aux recherches et aux paiements. On alla même jusqu'à « réclamer des certificats de décès pour les personnes assassinées dans les camps ; or aucun document de ce type n'avait été établi à Auschwitz » (comme l'écrit la CIE dans son rapport final).

Pour justifier cette inaction, qui joua en faveur des banques suisses, les responsables au sein de l'État et de l'économie privée invoquèrent une « culture de la discrétion ». Ils rappelèrent le caractère légal du secret bancaire et, au-delà, la tradition de la stabilité et de la sécurité. Le président de la commission juridique de l'Union de banques, Jakob Diggelmann, exige ainsi, début 1952, de mettre un terme aux lois spéciales qui ont, à son avis, violé l'ordre légal de la Suisse. Dans cette attitude se manifestait aussi cet antisémitisme sous-jacent qui contribue à expliquer l'attitude de la Suisse à l'égard des réfugiés. La même année, Diggelmann expliqua à propos du projet de restitution présenté par le juriste Paul Guggenheim qu'en l'espèce, « sous le masque de l'éthique et de la morale, il s'agissait de réaliser un coup de filet sur des valeurs patrimoniales privées, ce au mépris grossier de notre ordre public » – il passa sous silence le fait que ces « valeurs patrimoniales privées » n'appartenaient justement pas aux banques. Avec cette attitude d'obstruction, les banques réussirent aussi à contourner l'« arrêté fédéral de

déclaration obligatoire » que l'on avait promulgué en 1962 pour répondre aux accusations de l'étranger. Pour ceux qui fuyaient le capital et pratiquaient en Suisse le blanchiment de fonds d'origine criminelle, cette lutte contre la restitution était une bonne nouvelle.

Le fait que les banques n'aient cédé qu'en 1998 à la pression extérieure, et pas parce qu'elles avaient compris d'elles-mêmes qu'il fallait apporter une compensation pour les biens en déshérence, s'inscrit dans une longue durée, marquée d'ignorance égoïste. L'attitude défensive des autorités à l'égard du rapport Bergier, paru en 2002, correspond à ce tableau d'ensemble. Il fallait encore et toujours éviter qu'un large débat s'engage autour de ces questions dans l'opinion publique. Du point de vue de l'historien, on voit apparaître ici une continuité aussi remarquable que problématique. Le problème est encore présent aujourd'hui à l'état latent. La science historique doit donc continuer à assumer la mission d'objectiver le débat sur le passé de la Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale et de l'approfondir au moyen de nouveaux projets de recherche. Ce colloque en fournit une remarquable occasion.

La Suisse face au génocide. Nouvelles recherches et perspectives

Enclavée au cœur de la sphère d'influence de la puissance nazie, la Suisse a occupé, de 1939 à 1945, une position géostratégique de première importance. Pays neutre pris en étau entre les Alliés, le IIIe Reich et l'Italie, elle ne peut se tenir hermétiquement à l'écart du conflit qui déchire l'Europe autour d'elle. Traversée par des intérêts et des influences parfois contradictoires, perçue par beaucoup comme une terre de refuge, elle a fait des choix qui ont durablement marqué son image et sa perception d'elle-même. Et pourtant, entre souvenirs, témoignages et écriture de l'histoire, comment définir aujourd'hui le rôle de ce petit pays au regard de la Shoah ? En effet, quelle politique d'asile la Suisse a-t-elle adoptée à l'égard des Juifs persécutés, depuis les débuts du nazisme jusqu'à la fin de la guerre ? Le souci de préserver sa neutralité, sa paix intérieure et son marché du travail a-t-il suffi à la convaincre de fermer ses frontières ? Quelle a été l'importance de l'antisémitisme ? Quel a été le véritable rôle des acteurs, institutionnels et individuels, suisses et étrangers, face au génocide ?

C'est à ces questions complexes, et à d'autres, que tente de répondre la douzaine de contributions des historiens les plus en pointe sur ce sujet. Tous montrent que la vision d'une Confédération repliée sur elle-même doit être nuancée, les responsabilités de tous les acteurs établies, et le débat poursuivi à l'intention des jeunes générations.

Ce numéro constitue les actes du colloque international qui s'est tenu au Mémorial de la Shoah, à Paris, le 4 février 2018, dans le cadre de la présidence suisse de l'International Holocaust Remembrance Alliance.

25 €

Prix valable en France



9 782916 966199

ISSN : 2111-885X
EAN : 978-2-916966-19-9
Article Hachette : 8016833

